

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 05/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GACHES CHIMIE**

2 Chemin de la scierie  
64150 Os-Marsillon

Références : DREAL/2026D/1766  
Code AIOT : 0005205960

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement GACHES CHIMIE implanté 2 Chemin de la scierie Quartier Marsillon 64150 Os-Marsillon. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "Opération coup de poing produits chimiques."

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GACHES CHIMIE
- 2 Chemin de la scierie Quartier Marsillon 64150 Os-Marsillon

- Code AIOT : 0005205960
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Ex IED - MTD

La société Gâches Chimie exerce sur son site implanté sur les communes de Mourenx et d'Os Marsillon, les activités de négoce et de conditionnement de produits chimiques de base et de produits dérivés de la chimie. Quelques mélanges, sans réaction chimique, sont élaborés sur le site où transitent également des déchets industriels.

La société Gâches Chimie a été autorisée à exploiter ses installations par arrêté préfectoral du 24 décembre 2010.

Compte tenu des quantités maximales susceptibles d'être présentes sur le site, l'établissement est classé « Seveso seuil bas » au sens de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Suite à une pollution des sols et des eaux souterraines au perchloroéthylène, M. le Préfet a imposé à la société Gâches Chimie des mesures de gestion par arrêté du 12 mars 2019. Cet arrêté a été modifié le 29 septembre 2022.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	produits chimiques		
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée sur le site Gâches chimie à Os Marsillon, dans le cadre de l'opération régionale sur les produits chimiques, n'a pas révélé de non conformité majeure.

Le site est un site Seveso seuil bas, spécialisé dans le négoce et le conditionnement de produits chimiques. Les points de contrôle relatifs à l'état des matières stockées, aux fiches de données de sécurité, de maîtrise des risques, et de capacités de rétention se sont révélés conformes.

Le site applique une sectorisation par familles de dangers (inflammables, comburants, acides/bases, etc.). Le kérosène, sélectionné par sondage lors de l'inspection, est stocké dans le bâtiment des liquides inflammables, sur une palette avec d'autres produits chimiques. L'inspection a relevé un doute sur la compatibilité des produits co-stockés avec le kérosène et a demandé à l'exploitant de vérifier la compatibilité des produits stockés sur la palette du kérosène stocké en bidon de 20 litres. L'exploitant a pu justifier de ce point après l'inspection, mais a détecté que le produit a été considéré comme inflammable, ce qui n'est pas le cas. L'exploitant va donc déplacer ce produit dans une autre zone du site. Sous un mois, l'exploitant confirme à l'inspection la zone de stockage du kérosène PC88A, et transmet une photographie des produits dans la palette-box.

La visite du site a porté sur le poste opérateur, les bâtiments de stockage D3 et D4, le bâtiment de stockage des absorbants et le bassin de rétention des eaux pluviales potentiellement polluées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  L'inspection a débuté par l'examen de l'état des stocks (point de contrôle n°5)

Pour ce point de contrôle, l'inspection s'est focalisée sur les produits suivants, sélectionnés par sondage, parmi les produits stockés sur site.

- Bidons de kérosène (mélange PC88A dans Shellsold 70) en bidons de 20 litres, stockés dans la zone D4, la cellule de stockage de produits inflammables;
- Bidons de javel en bidons de 20 litres, stockés dans la zone D3, un bâtiment ouvert sur un côté destiné au stockage de produits chimiques divers, ne nécessitant pas des conditions de stockage particulières.

Les fiches de données de sécurité (FDS) de ces produits sont présentées immédiatement par l'exploitant, et sont récentes, puisque datées respectivement du 15 mai 2023 et du 8 février 2024.

Gâches chimie a développé en interne un module de gestion des FDS, "E-chemicals". Gâches chimie a une équipe dédiée qui s'assure, une fois par an, d'obtenir la dernière version des FDS auprès des fournisseurs pour les références stockées. L'exploitant développe également ses propres FDS pour les produits reçus en vrac et reconditionnés.

Les opérateurs ont accès à la plateforme de stockage des FDS via intranet sur leur poste de travail disponible dans les bureaux. L'opérateur interrogé lors de l'inspection a été capable, avec un peu d'aide de son superviseur, de retrouver la FDS de la javel demandée par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

**Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

**Constats :**

L'inspection a vérifié par échantillonnage la mise en œuvre réelle des prescriptions de la FDS. Les mesures de maîtrise des risques, sélectionnées par sondage, concernaient principalement la protection de l'environnement, et plus spécifiquement les rubriques des FDS suivantes :

- Rubrique 5: Mesures de lutte contre l'incendie
- Rubrique 6: Mesures à prendre en cas de déversement
- Rubrique 7: Manipulation et stockage

<p>Les produits retenus pour cette vérification sont la javel et le kérosène.</p> <p>Lors de ce contrôle des conditions de stockage de la javel dans le bâtiment D3 et du kérosène du bâtiment D4, les mesures de maîtrise des risques n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La javel est stockée dans des racks dans une zone dédiée du bâtiment D3 dans un rack de 3 niveaux.</p> <p>Au niveau inférieur du rack (au niveau du sol), les 3 palettes de bidons sont stockés dans 3 rétentions en plastique (box -palette) de volume de rétention de 140 litres par rétention. Deux des palettes sont complètes et contiennent chacune 28 bidons de 24 kg chacun, soit 672 kg ou 550 litres pour une palette complète. La dernière palette ne contient que 6 bidons. La capacité de la rétention est donc adéquate pour chaque palette au niveau inférieur du rack.</p> <p>Les deux étages supérieurs du rack ne sont pas équipés de rétentions, et comportent au total 6 palettes complètes et une palette de 9 bidons.</p> <p>La javel est stockée au fond du bâtiment D3. En cas de déversement, l'exploitant utilise des absorbants pour confiner le produit. Si besoin, une rétention en plastique est disponible à l'entrée du bâtiment pour stocker des bidons qui vont être expédiés chez les clients. Celle-ci peut également être utilisée pour des bidons qui seraient fuyards. Le bâtiment D3 est longé par une goulotte, qui dirige les épandages vers le bassin de rétention des eaux pluviales potentiellement polluées. Ce bassin est équipée d'une vanne guillotine, normalement fermée, et d'une sonde pH permettant de détecter la présence de produit chimique dans le bassin. La vanne guillotine n'est</p>

ouverte qu'après vérification de la conformité du pH.

En cas de déversement qui serait suffisamment important et non détecté à temps, le produit chimique est donc confiné au bassin de rétention des eaux pluviales.

Le kérosène est stocké dans le bâtiment D4, qui dispose d'une rétention complète d'une capacité de 94 m3.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :**

L'exploitant applique une stratégie de stockage des produits chimiques par typologie dans différentes zones / ou cellules du site. Le site est donc découpé de façon à isoler :

- les comburants et corrosifs
- les inflammables (dans le bâtiment D4)
- les acides et les bases
- le produits dégazant un gaz toxique au contact d'un acide.
- les produits divers (dans le bâtiment D3)

La visite du site a porté sur les stockages de bidon de javel (bâtiment D3) et du kérosène. (bâtiment D4)

La javel est stockée dans des racks dans une zone dédiée du bâtiment D3 et n'est pas associée à un autre produit chimique. le stockage n'est donc pas concerné par un risque d'incompatibilité.

Le kérosène PC88A est stocké dans le bâtiment D4, bâtiment dédié aux produits inflammables. Ce produit est associé aux pictogrammes suivants : corrosif, dangereux pour la santé, nocif et irritant.

Le produit est associé au sein d'une même palette, et donc d'une même rétention, aux produits suivants du même client, qui ont eux aussi différents pictogrammes de danger :

- produit 1 : NITTERAR20(nitrates de terre rare) corrosif, dangereux pour l'environnement
- produit 2 : CHLTERRAR20 (Sulfate de terre rare)corrosif, dangereux pour l'environnement
- produit 3 : SULTERRAR20(Sulfate de terre rare) aucune mention de danger

<p>Lors de l'inspection, il n'était pas immédiatement évident que les produits stockés soient compatibles.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a confirmé la compatibilité des produits au regard de leurs FDS. Cependant, après revue, ces produits ne comportent pas de mention de danger inflammable. L'exploitant a donc pris la décision de stocker ces produits dans un autre bâtiment avec les autres produits pourvus de pictogrammes corrosifs. Ces produits seront également stockés sur box-palette.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un mois, l'exploitant devra transmettre la localisation définitive du stockage du kérosène PC88A et une photographie des produits dans leur bac de rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a généré en temps réel un extrait de l'état des matières stockées, à partir de son logiciel ERP (Enterprise resource planning). Cet extrait est mis en forme dans un rapport, qui permet de générer un résumé des matières stockée par rubrique ICPE, ou par catégorie de produit chimique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>